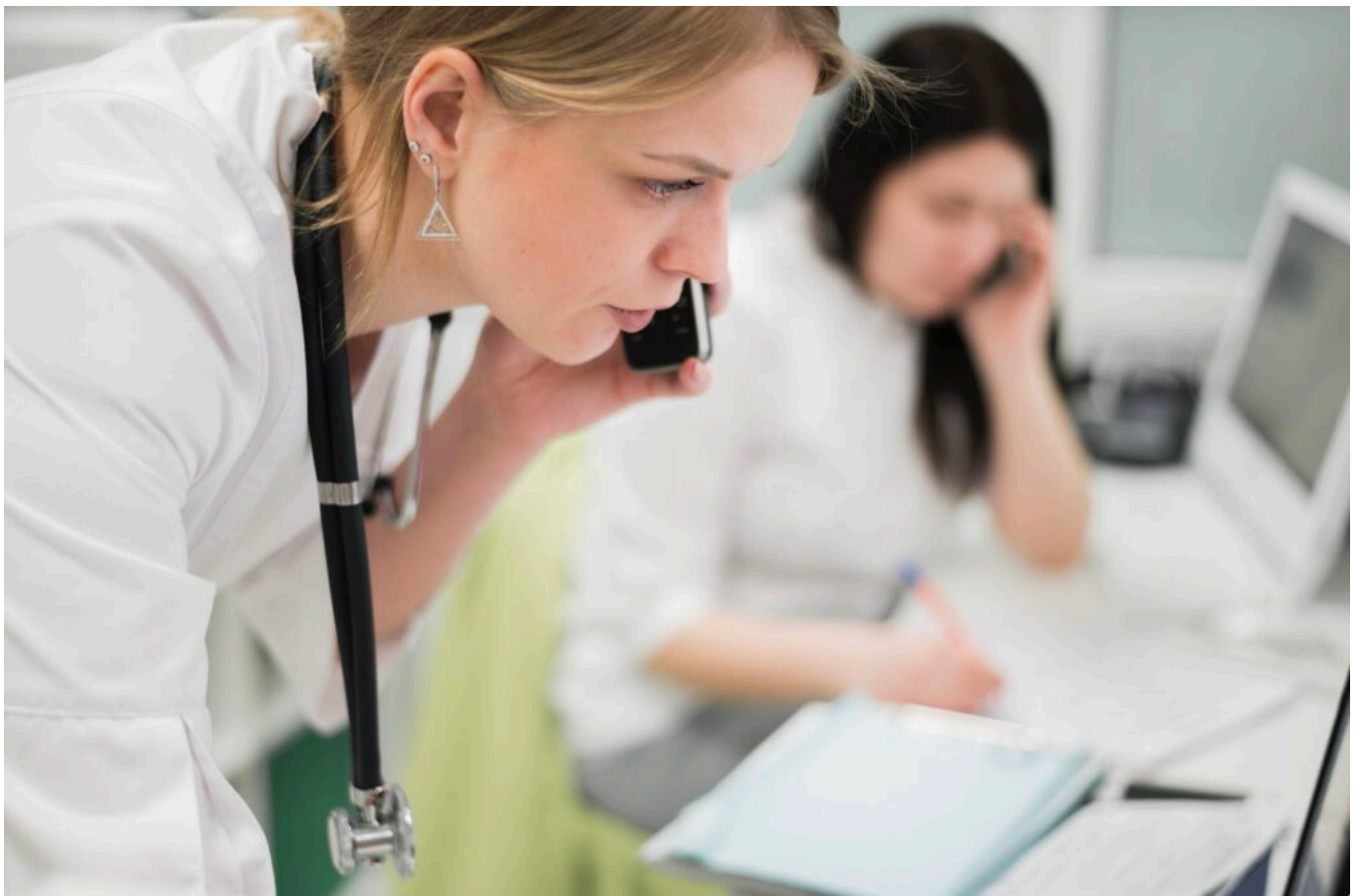


Écrit par le 11 juin 2026

À Avignon, la maison médicale de garde filtrée par le 15, symptôme d'un accès aux soins sous tension



Depuis le 1er mars 2026, la [Maison médicale de garde d'Avignon](#) n'est plus accessible sans régulation préalable : les patients doivent appeler le 15 avant de s'y rendre. Derrière cette évolution organisationnelle ? La difficulté à obtenir un rendez-vous médical ou à trouver un médecin traitant pousse de plus en plus d'habitants vers les urgences et les structures de soins non programmés. La régulation vise désormais à mieux orienter les patients dans un système de santé soumis à de fortes tensions.

Depuis le 1er mars 2026, l'accès à la Maison médicale de garde (MMG) d'Avignon, située rue Raoul-Follereau à proximité du [centre hospitalier Henri-Duffaut](#), est soumis à une régulation médicale

Ecrit par le 11 juin 2026

préalable. Concrètement, il n'est plus possible de s'y présenter directement : les patients doivent d'abord appeler le 15.

Le 15, grand régulateur de la santé

Un médecin régulateur du [Samu](#) (Service d'aide médicale urgente) analyse la situation et oriente ensuite vers la prise en charge la plus adaptée : Consultation à la maison médicale de garde ; Orientation vers un professionnel de santé disponible ; Ou transfert vers les urgences hospitalières si la situation l'exige. Pour l'Agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur, cette organisation doit permettre de réserver ces consultations aux urgences médicales qui ne peuvent attendre l'ouverture des cabinets et d'éviter des déplacements inutiles.

Un territoire confronté à la raréfaction des médecins

Cette décision intervient dans un contexte de tension croissante sur l'offre de soins de proximité. Selon les données de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques ([Drees](#), Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques) et de l'[Insee](#) (Institut national de la statistique et des études économiques), la densité de médecins généralistes en Vaucluse se situe autour de 135 à 140 médecins pour 100 000 habitants, un niveau inférieur à la moyenne nationale et en recul depuis plusieurs années.

De plus en plus d'habitants sans médecin traitant et la moitié des médecins vauclusiens ont plus de 55 ans

Le phénomène se ressent directement pour les habitants. En France, plus de six millions de personnes n'ont pas de médecin traitant, dont près de 700 000 souffrant d'une affection longue durée, selon l'Assurance maladie. Les départements semi-ruraux ou périurbains, ce qui caractérise le Vaucluse, sont particulièrement concernés. À cela s'ajoute une évolution démographique marquée : près de la moitié des médecins généralistes ont plus de 55 ans, de nombreux départs à la retraite sont attendus dans les prochaines années, tandis que les jeunes médecins privilégient davantage l'exercice regroupé ou salarié, souvent en zone urbaine, et alors que la population est vieillissante.

Ecrit par le 11 juin 2026



Copyright Freepik

Des zones du Vaucluse particulièrement fragiles

Dans le département, certaines communes ou intercommunalités apparaissent plus vulnérables que d'autres. Les territoires ruraux du nord Vaucluse et du Haut-Vaucluse, mais aussi certaines zones périurbaines, figurent parmi les secteurs identifiés comme zones d'intervention prioritaire (ZIP) par l'ARS. Ces zones bénéficient de dispositifs d'incitation financière pour favoriser l'installation de médecins : aides à l'installation, contrats d'engagement de service public ou encore accompagnement des maisons de santé pluriprofessionnelles. Malgré ces efforts, la réalité quotidienne reste difficile pour de nombreux habitants : délais de rendez-vous allongés, cabinets saturés, médecins ne prenant plus de nouveaux patients.

Les urgences d'Avignon en première ligne

Cette difficulté d'accès aux soins de ville se répercute directement sur les hôpitaux. Au centre hospitalier d'Avignon Henri-Duffaut, plus de 127 000 passages aux urgences ont été enregistrés en 2024, soit près de 350 patients par jour. Une proportion importante de ces consultations concerne des pathologies bénignes qui pourraient être traitées en médecine générale. Faute d'alternative rapide, la maison médicale de garde est souvent devenue une porte d'entrée spontanée pour les patients, contribuant à la

Ecrit par le 11 juin 2026

saturation du dispositif. La régulation préalable vise donc à rééquilibrer les flux de patients et à orienter chacun vers la solution la plus pertinente.

Les zones d'intervention prioritaires en Vaucluse

En Vaucluse, certaines communes sont classées par l'Agence régionale de santé (ARS) en zones d'intervention prioritaire (ZIP), c'est-à-dire des territoires où l'offre de médecins généralistes est insuffisante et où l'accès aux soins est jugé fragile. Ces zones ouvrent droit à des aides pour favoriser l'installation de praticiens. Dans le détail ? Le classement concerne principalement le sud Luberon, notamment les communes de Cadenet, Cucuron, Lauris, Lourmarin, Puyvert, Vaugines et Villelaure, appartenant à l'intercommunalité Sud Luberon (Cotelub). D'autres secteurs du département, comme le Comtat Venaissin, le Pays d'Apt ou certaines zones du Haut-Vaucluse, sont également considérés comme territoires en tension, avec une démographie médicale fragile liée au vieillissement des médecins et à la difficulté d'attirer de nouveaux praticiens.

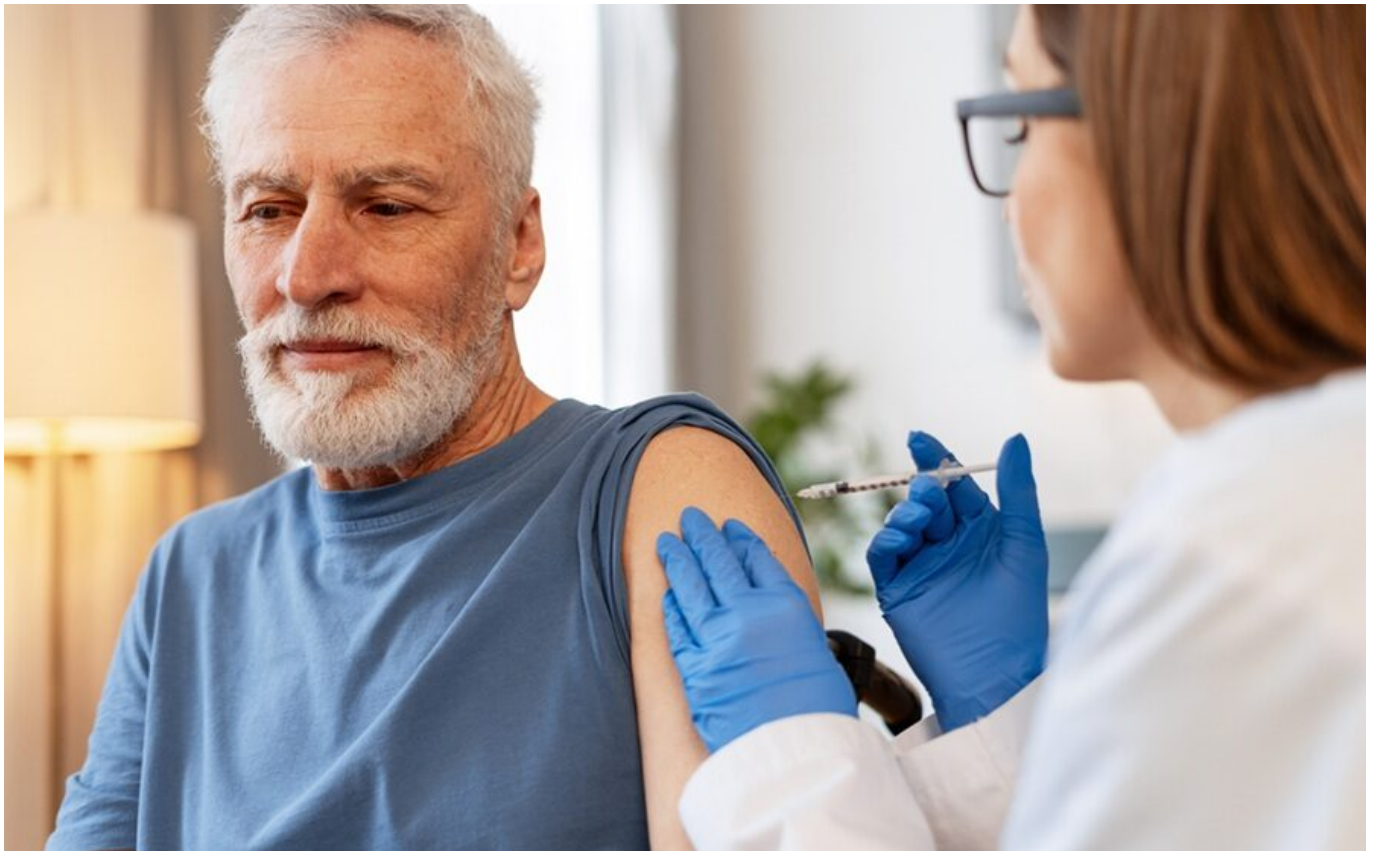
Mieux utiliser les ressources médicales disponibles

Pour les autorités sanitaires, l'enjeu est de mieux utiliser les ressources médicales disponibles, réserver les urgences hospitalières aux cas les plus graves, garantir une réponse médicale rapide pour tous. Mais pour les habitants du Vaucluse, cette nouvelle organisation rappelle aussi une réalité persistante : l'accès au médecin traitant demeure l'un des défis majeurs de la santé publique locale.

Mireille Hurlin

(Vidéo) Retour des pathologies hivernales : « cette année, on espère une relance de la vaccination »

Écrit par le 11 juin 2026



Les maladies d'hiver sont déjà de retour en France. L'occasion pour la délégation départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) en Vaucluse de faire un point sur la vaccination dans le département.

Comme chaque année à l'approche de l'hiver, avec l'arrivée des pathologies respiratoires et rhino-pharyngées telles que la grippe ou encore la bronchiolite, l'ARS lance sa campagne de vaccination.

L'occasion pour [Loïc Souriau](#) et [Nadra Benayache](#), directeur et directrice adjointe de la délégation départementale de l'ARS en Vaucluse, d'évoquer les risques de la non-vaccination et les bons gestes à adopter.

Une couverture vaccinale insuffisante en Vaucluse

« Même si on a l'habitude des pathologies hivernales qui reviennent chaque année, ce sont des maladies qui peuvent avoir des conséquences graves sur la santé et qui peuvent créer des tensions au niveau du corps médical », affirme Loïc Souriau.

« La couverture vaccinale en Vaucluse est en dessous du niveau national. »

Ecrit par le 11 juin 2026

Loïc Souriau

En 2024, moins de 49% des personnes éligibles à la prise en charge totale de la vaccination par l'assurance maladie, à savoir les plus de 65 ans, les femmes enceintes, les personnes atteintes de maladies chroniques et le personnel de santé, ont bénéficié de la vaccination.

L'espoir d'une relance de la vaccination

Pour les personnes non éligibles à la prise en charge totale de la vaccination par l'assurance maladie, il est aussi possible de se faire vacciner pour une vingtaine d'euros (comprenant le coût du vaccin et celui de l'action vaccinale). L'ARS espère une relance de la vaccination en Vaucluse.

« 65% de la population vaccinée permettrait d'éviter la prolifération de la grippe. »

Loïc Souriau

L'ARS souligne tout de même une bonne couverture vaccinale chez les plus de 80 ans (80%). « Le vaccin n'est pas une solution miracle, mais protège tout de même d'une forme grave de la grippe qui peut entraîner une hospitalisation, voire un décès », rappelle le directeur de la délégation départementale. L'année dernière, les conséquences graves de la grippe ont particulièrement touché les moins de 5 ans et les plus de 65 ans.

Et le Covid-19 ?

Le Covid-19, quant à lui, est toujours présent. « On en a parlé début septembre au moment de la rentrée et on en reparlera sûrement pendant les vacances de fin d'années qui sont propices aux rassemblements familiaux intergénérationnels », ajoute Loïc Souriau. Les hôpitaux du territoire anticipent donc les tensions qui vont potentiellement subvenir à la fin de l'année avec l'ouverture de lits saisonniers, notamment à Avignon, Carpentras, Orange et Cavaillon.

Désormais, le vaccin, que ce soit pour le Covid-19 ou la grippe, est plus accessible puisqu'il peut être prescrit et administré par les pharmaciens (avec ou sans rendez-vous selon les pharmacies), infirmiers libéraux, médecins traitants, professionnels des établissements de santé et dans les EHPAD, ainsi que les sages-femmes.

Vers une meilleure couverture vaccinale ?

Chaque année, la délégation départementale de l'ARS en Vaucluse se questionne sur les solutions à

Écrit par le 11 juin 2026

apporter pour obtenir une meilleure couverture vaccinale sur le territoire. « Il faut lancer la campagne plus tôt sans trop anticiper car on risquerait de ne pas couvrir tout l'hiver », explique Nadra Benayache. L'année 2024 en est l'exemple parfait puisque l'épidémie a été forte et longue car elle est apparue tôt.

Ainsi, l'ARS axe sa communication sur la vaccination, mais aussi et sur les mesures de protection individuelle, à savoir le port du masque lorsqu'on a des symptômes, le lavage de mains fréquents mais aussi la distanciation sociale, notamment lors de rassemblements familiaux où il y a un risque accru de contaminations croisées.

La bronchiolite chez les jeunes enfants

Autre maladie hivernale qui inquiète : la bronchiolite. Les jeunes enfants de moins de deux ans sont les plus concernés par le virus respiratoire syncytial (VRS), qui entraîne une atteinte pulmonaire et qui peut mener au décès de l'enfant. Il se transmet souvent au sein de la fratrie, dans les crèches et dans les écoles.

Depuis 3 ans, il existe un traitement prophylactique qui contient des anticorps pour aider l'enfant à réagir rapidement en cas d'infection. Lorsque l'enfant naît, le traitement est proposé immédiatement aux parents. Chaque année, plus de 90% des enfants nés en Vaucluse prennent ce traitement dès la naissance. « C'est un vrai succès de santé publique », conclut Loïc Souriau.

Agence Régionale de santé : Quelles priorités pour la santé en Vaucluse ?

Ecrit par le 11 juin 2026



La santé est devenue une priorité pour le gouvernement. En cause ? Un accès de plus en plus difficile aux soins, une désaffection croissante des Français pour la vaccination, une potentielle menace de la renonciation aux soins et, enfin, une démographie vieillissante face au spectre des déserts médicaux.

C'est justement pour faire le point et défendre la qualité de l'organisation de la santé que Loïc Souriau et Nadia Benayache, respectivement directeur et directrice adjointe départementaux de l'Agence régionale de santé -ARS- ont présenté les priorités ainsi que le bilan non exhaustif du 'Ségur de la santé' permettant d'accompagner 19 projets en Région Paca pour un coût de 621M€ et un financement de l'ARS de 369M€. Les deux responsables du secteur de la santé soulignent que le système de santé, très critiqué, fait l'objet d'une désinformation de grande ampleur qui n'a pas lieu d'être.

Le Plan régional de santé

Tout a commencé par [Le Plan régional de santé de Provence-Alpes-Côte d'Azur -2023-2028-](#)qui prend en compte les évolutions sociétales et les enjeux de logique de parcours, de la crise Covid, des impacts du changement climatique et de la tension des ressources humaines dans tous les secteurs.

7 priorités régionales

Ecrit par le 11 juin 2026

Il en découle 7 priorités régionales ensuite exercées au niveau départemental. Il y est question de la Protection de la santé de la population ; de la Réduction des inégalités sociales et territoriales de santé ; de l'Accompagnement du vieillissement, des Conséquences de la prévalence des maladies chroniques et de la perte d'autonomie ; de l'Amélioration du parcours des personnes en situation de handicap ; de Santé mentale ; et enfin, d'Améliorer la coopération des acteurs de la santé et d'améliorer la qualité de la prise en charge.

Une vision fine de la santé en France

Et c'est pour obtenir une vision fine des besoins de la santé à l'échelle nationale, régionale puis départementale que le Ségur de l'investissement entre en scène, avec, au niveau régional l'accompagnement de 19 projets validés par le Comité régional d'investissement pour un coût de 621M€ et un financement de l'ARS de 369M€.

Comprendre le Ségur de l'investissement

En juillet 2020, le Ségur de la santé a réuni l'ensemble des acteurs - professionnels de santé, patients, institutionnels - afin d'identifier les principales pistes de modernisation et d'accélération de la transformation du système de santé français. [Le Ségur de l'investissement de Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) bénéficie d'un budget national de 1,511 milliards d'euros d'investissement pour soutenir les établissements sanitaires et médico-sociaux.

Une stratégie régionale des investissements

Cette stratégie régionale des investissements Ségur en Paca tient en 6 axes prioritaires : Refinancer les établissements surendettés ; Transformer l'offre hospitalière, de ville et médico-sociaux ; l'Extension des capacités de soins critiques, la Mise à niveau des services d'urgence, la Création d'unités de soins palliatifs ; Rénover, étendre ou reconstruire des établissements vétustes ; Favoriser une meilleure coopération publique-privée ; et Soutenir les territoires , en perte de professionnels de soins.

Ecrit par le 11 juin 2026



Copyright Freepik

Le Vaucluse en détail

Le Ségur de la santé, intervenu en juillet 2020, suite à la pandémie du Covid 19 communiqué aux français le 17 mars 2020, a permis un financement de grande ampleur des établissements de santé et médico-sociaux pour financer des projets d'envergure. Voici les dernières informations communiquées par l'ARS Vaucluse.

Modernisation du Centre hospitalier d'Avignon

Objectif : augmenter les capacités de réanimation, de soins continus, des urgences et de l'hémodialyse. Accroître la qualité des conditions d'accueil des tours de médecine et de chirurgie. Projet de construction d'un bâtiment. 9M€ ont déjà été alloués et un montant de complémentaire de 58,5M€ est envisagé. Par ailleurs, le Centre hospitalier d'Avignon bénéficie de 17,2M€ pour la restructuration et l'extension des soins critiques adultes. Les travaux ont débuté en mars 2024. La modernisation du centre, dans son ensemble, consommera 81,3M€ auxquels s'ajoutent 2M€ du Conseil régional Sud Paca pour des travaux planifiés au 3^e trimestre 2026.

Le Centre hospitalier d'Orange

Le Centre hospitalier d'Orange bénéficiera de 1,5M€ pour la mise à niveau des plateaux techniques et le renforcement de la gradation des soins pour des débuts de travaux 1^{er} trimestre 2026.

La Clinique Synergia-Ventoux à Carpentras

Ecrit par le 11 juin 2026

La Clique Synergia Ventoux recevra 600 000€ pour la rénovation et l'extension du plateau ambulatoire dont les travaux débiteront au 3^e trimestre 2025.

Le Centre hospitalier spécialisé de Montfavet

Le Centre hospitalier spécialisé de Montfavet touchera 2,4M€ pour l'humanisation des unités d'hospitalisation dont les travaux débiteront 3^e trimestre 2025. Également, 1M€ sera dévolu à la création d'une unité de soins intensifs psychiatriques pour des travaux au 2^e trimestre 2026.

Centre hospitalier de Cavaillon

Il est prévu une restructuration et une extension de l'hôpital, création de blocs opératoires à hauteur de 15M€ du fait de la fermeture de la clinique Synergia Luberon. Il sera accompagné par l'ARS avec une dotation de 4M€.



Copyright Freepik

Au chapitre des Ehpad

Les Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) n'ont pas été oubliés. Ainsi, l'Agence Régionale de Santé finance la modernisation et la formation des personnels des Établissements pour personnes âgées dépendantes, ainsi, voici les établissements qu'elle accompagne et

Ecrit par le 11 juin 2026

soutient. «Avant l'affaire Orpéa, nous étions déjà engagés sur l'inspection des Ehpad, rappelle Nadia Benayache. Ainsi tous les Ehpad -il y en a 58 en Vaucluse- ont été contrôlés dont 11 sur sites et le reste sur pièces et de manière conjointe avec le Conseil départemental. L'Ehpad Saint-André à Morières-lès-Avignon a été mis sous administration provisoire durant 6 mois, du fait de signalements. Ces contrôles seront poursuivis pour les structures du handicap, des centres de santé, dentaires et autres, le transport sanitaire, les pharmacies, les hôpitaux...»

L'Ehpad l'Oustalet à Malaucène

L'Ehpad l'Oustalet à Malaucène a bénéficié de travaux en juin 2023 pour un montant de 1,1M€. Le Conseil départemental l'a aussi investi à hauteur de 500 000€.

L'Ehpad du Centre hospitalier de Cavaillon

L'Ehpad du Centre hospitalier de Cavaillon a obtenu 7,4M€ et d'1M€ du Conseil départemental de Vaucluse.

L'Ehpad Les Arcades à Sainte-Cécile-les-Vignes

Les travaux devraient débuter en décembre 2025 à hauteur de 4M€ auxquels s'ajoute 1M€ du Conseil départemental de Vaucluse. Le projet fait en totalité 15M€.

L'Ehpad André Estienne à Cadenet

L'Ehpad André Estienne à Cadenet a bénéficié de 1M€ pour des travaux à venir cette année. Il avait déjà bénéficié de 500 000€.

Assainissement financier des établissements de santé

Au titre de l'assainissement financier pour [restaurer les capacités financières des établissements en situation de surendettement](#) 743M€ ont été alloués aux établissements de Paca.

A ce titre, également, le **Centre hospitalier Henri Duffaut d'Avignon** a bénéficié de 22M€. L'[Hadar](#) - Association pour l'Hospitalisation A Domicile d'Avignon et sa Région et HAD -Hospitalisation A Domicile-, SSIAD -Service de Soins Infirmiers A Domicile-et Esa -Equipe Spécialisée Alzheimer- s'est vue allouer 300 000€.

Le Centre hospitalier d'Apt a reçu 1,870M€ ; celui de **Carpentras** 300 000€ ; celui de Gordes 387 000€ ; celui de l'Isle sur la Sorgue 300 000€ ; le **Centres hospitalier Louis Giorgi d'Orange** 3,531M€ ; celui de **Sault** 774 000€ ; celui de **Vaison la Romaine** 820 000€ ; le **Centre hospitalier Jules Niel de Valréas** 2,727M€ ; celui de **Montfavet** 300 000€ ; **L'Institut Sainte Catherine à Avignon** 7,363M€ ; **Le Centre hospitalier intercommunal de Cavaillon Lauris** 1,748M€.

Ecrit par le 11 juin 2026



Copyright Freepik

Extraits de ce qui a été dit lors de la conférence de presse

Les thèmes abordés : La prévention, l'accès aux soins et la santé mentale, priorité nationale 2025.

«Il y a une baisse de la population de médecins généralistes libéraux en ville, mais pas dans les hôpitaux publics où il y en a plus aujourd'hui que 5 ans en arrière, relate Loïc Sauriou, directeur départemental de l'ARS. Il y avait 550 libéraux il y a cinq ans, désormais ils sont 460. Une embellie devrait se faire jour d'ici 2030-2035 pour retrouver les effectifs de 2020-21. Cependant la façon d'exercer a changé et il faut désormais prévoir deux médecins pour remplacer un médecin qui part en retraite. Cependant l'Ordre des médecins vient de publier un rapport évoquant, en 2040, trop de médecins.»

Un guichet unique

Écrit par le 11 juin 2026

«Actuellement 90% vaclusiens ont un médecin traitant, et 94% ayant une affection de longue durée - ALD- également. Depuis 2023 en France, la mortalité pour cancer a diminué, ce que ne permettrait pas un système en bout de souffle. Le Collectif Vaucluse santé attractivité, créé il y a plus d'un an, mobilise la CPAM -Caisse primaire d'assurance maladie-, la MSA -Mutualité sociale agricole-, les Conseils régional et départemental, l'Ordre des médecins, l'ARS, ensemble, nous avons mis en place un guichet unique pour communiquer, notamment auprès des médecins et favoriser le développement de l'internat dans les cabinets libéraux.»

Séduire les médecins pour qu'ils s'installent en Vaucluse

«Pourquoi ? Parce que les médecins s'installent naturellement là où ils ont fait leurs études : Marseille, Montpellier ou Nice ou dans villes d'où ils sont natifs. L'idée est donc de proposer à ces internes de faire leur internat en structures ou en médecine générale -pour la 4^e année de médecine- et les inciter à rester en Vaucluse. 2026 devrait permettre la venue de docteurs juniors -thésés- qui auront une année à faire en zones sous-dotées en médecins, avant de s'installer en libéral. Ils exerceront par semestres. Ils sont 200 au niveau régional et nous souhaiterions en accueillir une trentaine. Ce sera un nouveau vivier à partir de novembre 2026. De la même façon, nous recrutons aussi des médecins seniors, possiblement à la retraite, qui peuvent donner un peu de leur temps pour exercer.»

Recrutement d'assistants médicaux

«Le médecin disposerait d'une personne, un assistant médical, pouvant accueillir le patient, s'occuper des usages administratifs, de transmettre ou d'enregistrer les documents de santé, de prendre les constantes, puis à la fin de la consultation, s'occuper du paiement, afin que le médecin ne soit présent qu'au moment du diagnostic et de la prescription, ce qui optimise et libère le temps médical. Cela permet de libérer la file active qui est d'environ 1 000 à 1 500 patients, c'est-à-dire sa patientèle.»

Désaffection pour la vaccination

Loïc Sauriou tire la sonnette d'alarme concernant la vaccination «Car la rougeole sévit de plus en plus, notamment chez les enfants alors que la maladie avait été éradiquée du fait de la vaccination infantine. Également, cet hiver, peu de gens se sont fait vacciner contre la grippe, notamment les seniors ce qui a entraîné un pic d'hospitalisation de personnes à partir de 75 ans. Cela aurait pu être évité grâce au vaccin qui est conçu pour en atténuer les effets et surtout les formes graves.»

Écrit par le 11 juin 2026



Copyright Freepik

La santé mentale

«La santé mentale est Grande cause nationale 2025. Des études ont révélé l'impact de la crise Covid sur la santé mentale, notamment des passages aux urgences pour tentative de suicide de très jeunes-femmes, avec, heureusement, maintenant, un retour à la normale.»

La pédopsychiatrie

«Les parcours vont être revus, dans un contexte de raréfaction des psychiatres. Nous sommes très critiques au niveau des effectifs car les jeunes médecins sont peu attirés par la pédopsychiatrie et la psychiatrie, ces deux spécialités ne rencontrant pas de succès auprès des étudiants. Cependant, la prise en charge des plus jeunes patients a pu être renouvelée dans le cadre d'une Maison des adolescents, avec une prise en charge élargie qui dépasse la prise en charge de l'hôpital de Montfavet, concernant les médecins généralistes en ville et les psychologues.» A ce propos, l'ARS finance des associations venant en aide aux personnes vulnérables.

Un collectif de 1^{er} secours en santé mentale

«Un collectif de 1^{er} secours en santé mentale, soutenu par l'ARS, forme actuellement des personnes :

Écrit par le 11 juin 2026

citoyens, élèves, pour en reconnaître les aspects et venir en aide aux personnes fragilisées, relate Nadia Benayache. Les personnels de l'ARS et particulièrement la CPAM ont, par exemple, été formés en leur qualité de services recevant du public. L'ARS finance des formations en compétences psychosociales pour donner des outils aux citoyens et même aux enfants, afin d'interagir avec lors de situations difficiles et ainsi intervenir en gestion des émotions.»

Les personnes en situation de handicap et autisme

«Plus de 3M€ ont été alloués à des dispositifs pour les personnes en situation de handicap, détaille Nadia Benayache, notamment pour renforcer les IME -instituts médicaux éducatifs- et proposer plus de places, augmenter les places en ESAT - Établissements ou services d'aide par le travail- des dispositifs de répit, afin de soulager les aidants, financer en partie les écoles inclusives, comme pour Joly Jean à Avignon, avec sa structure pour jeunes enfants autistes. Un espace semblable sera créé en septembre 2025, en maternelle, sur la commune de Cavaillon. Ces unités, en milieu ordinaire, pour enfants, existent désormais à Avignon, Bollène et l'Isle-sur-la-Sorgue. Une plateforme verra également le jour cette année pour les 7-12 ans-. Un lieu, le [CAMSP](#) - Centre d'action médico-sociale précoce- à l'Hôpital Henri Duffaut dépiste l'autisme, plus particulièrement, chez les plus jeunes enfants, de zéro à 6 ans.»

Psychiatrie

«Nous allons créer une unité spécialisée, fermée et sécurisée, en plus de l'UMD -Unité pour malades difficiles-, à l'Hôpital de Montfavet- de prise en charge des détenus, de la future prison d'Entraigues mais aussi prenant en charges les autres patients d'autres centres pénitentiaires du Pontet, d'Arles et de Tarascon,» reprend Loïc Souriau.

Le Plan 50 000 solutions

«Le plan 50 000 solutions est un financement structurel de nouveaux dispositifs et parcours médicaux ou sociaux-médicaux. «Il est inédit en France, souligne Nadia Benayache. Il s'agit d'un budget de 3M€ en 2024 en Vaucluse, 2025 devrait être du même niveau, et de 100M€ à l'échelle Provence-Alpes-Côte d'Azur.»

Les maires d'Orange, Valréas et Vaison-la-Romaine apportent leur soutien au centre hospitalier d'Orange

Ecrit par le 11 juin 2026



En raison de son budget pour l'année 2024, l'[Agence régionale de santé Paca](#) a annoncé la suppression de 26 postes du [Centre hospitalier Louis Giorgi d'Orange](#). Une mesure à laquelle citoyens, personnel de l'hôpital, mais aussi élus, s'opposent. [Yann Bompard](#), [Jean-François Périlhou](#) et [Patrick Adrien](#), respectivement maires d'Orange, de Vaison-la-Romaine et de Valréas, affirment d'ailleurs soutenir le centre hospitalier et demande à l'ARS de renoncer à ses exigences de suppression.

Les trois élus demandent également à l'Agence régionale de santé de donner au centre hospitalier d'Orange les moyens nécessaires pour continuer à assurer un service public de qualité, de « tenir compte des efforts budgétaires déjà consentis par l'établissement, malgré les hausses des coûts qui se sont imposées à lui (hausse de l'énergie, revalorisation salariale...) et qui, pour les plus importantes, n'ont fait l'objet d'aucune compensation », comme indiqué dans un communiqué.

Pour rappel, le Centre hospitalier Louis Giorgi d'Orange est l'établissement de référence du Haut Vaucluse. Il répond aux besoins des 120 000 habitants du territoire et coopère avec les centres hospitaliers de Vaison-la-Romaine et de Valréas, notamment au niveau de la gynécologie-obstétrique, la diabétologie, ou encore les urgences.

Écrit par le 11 juin 2026

Plan Régional Santé : 25% des décès sont attribués à l'environnement



25% des décès sont attribués à l'environnement, une bonne raison pour l'[Agence régionale de santé](#) (ARS) de s'en préoccuper en participant au 4^e Plan Régional Santé Environnement (PRSE).

Le [PRSE 2022-2027 de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) recense les risques qui impactent notre santé, qu'il s'agisse de polluants naturels, domestiques, industriels ou professionnels et qui constituent un réel enjeu de santé publique. La qualité de l'air et de l'eau, le niveau du bruit, des résidus de produits chimiques comme l'amiante ou le plomb nous affectent.

Le 7 avril dernier, les élus du Conseil économique, social, environnemental de la Région Sud (CESER) ont auditionné Thierry Margueron, en charge du département Santé et Environnement à l'ARS. « 70% de ce

Écrit par le 11 juin 2026

qui impacte notre santé est influencé par une politique d'aménagement, annonce-t-il d'emblée. Globalement, 50% par notre mode de vie et des facteurs socio-économiques et 20% par le patrimoine génétique que nous ont légué nos parents et grands-parents. » En détails, il s'agit des effets directs comme les conséquences de températures élevées en combinaison avec les UV sur les cancers de la peau par exemple, ou l'altération du sommeil en période de canicule.

Autres effets mais indirects : les risques de maladies à transmission virale telles que la dengue, la maladie de lyme, ou encore le chikungunya. Le réchauffement climatique va provoquer la prolifération de bactéries avec la hausse de température des océans, sans parler de la fonte du permafrost qui va libérer virus, bactéries et allergènes qui avaient été congelés pendant des siècles. Ce qui va évidemment provoquer des troubles respiratoires sur les asthmatiques par exemple.

« Quelles politiques stratégiques adopter pour limiter cet impact négatif ? »

C'est la question que pose Thierry Margueron. « D'abord, végétaliser les espaces et les bâtiments, aménager des îlots de fraîcheur, dés-imperméabiliser les sols, créer des étendues d'eau, réduire le trafic d'engins thermiques », poursuit-il. Ce qui implique qu'urbanistes, architectes, collectivités locales, associations, citoyens et aménageurs du territoire travaillent en synergie pour mieux prendre en compte la santé, en réduisant l'exposition aux polluants (air, eau, bruits), en conseillant des comportements sains (alimentation, activités physiques), en aménageant des pistes cyclables, en agencant des parking et des aires de jeu. « Bref, en créant des conditions de vie favorables au bien-être, à la qualité de vie et à la santé du plus grand nombre » ajoute-t-il.

« On a remarqué que les épisodes de canicule ont fait augmenter en masse la mortalité, notamment des personnes âgées et des plus vulnérables, qu'ils sont déclenchés d'énormes incendies que les pompiers ont mis des jours et des nuits à éteindre, comme en Gironde l'été dernier », développe-t-il.

« L'urbanisme doit être réparateur pour réduire les inégalités, précise Thierry Margueron pour conclure. On a pensé construire des rocade pour fluidifier la circulation en dehors des bassins de vie. » Le problème, c'est qu'à Avignon, la fameuse Rocade Charles de Gaulle est empruntée par 50 000 véhicules par jour, dont des milliers de poids-lourds qui perturbent la vie des riverains et provoquent nombre de maladies cardiaques et pulmonaires, sans parler de dépressions nerveuses. Et qu'on parle de la LEO (Liaison est-ouest) pour l'éviter, mais que le projet né en 1987 n'a toujours pas abouti...

Autre constat : dans les hôpitaux, on a remarqué que dans les chambres qui donnent sur les arbres et la nature, les patients se rétablissent plus vite que ceux qui ont une vue imprenable sur le bitume et le parking. Et pour ceux qui douteraient de l'impact négatif de l'environnement sur la santé, une enquête du Sénat menée en 2000 a démontré que le coût de la pollution de l'air coûte entre 67 et 98 milliards d'euros et qui paie la facture ? La Sécurité Sociale pour des pathologies cardio-vasculaires, pulmonaires et pour des cancers.